

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

La Russie de Poutine : le miroir grossissant d'une dérive

Michel Roche

Number 17, Winter 2017

Démocratie : entre dérives et recomposition

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84460ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Roche, M. (2017). La Russie de Poutine : le miroir grossissant d'une dérive. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 48–57.

La Russie de Poutine : le miroir grossissant d'une dérive

MICHEL ROCHE¹

L'année 2017 marque le centième anniversaire de la révolution d'Octobre. Au siècle dernier, cet événement avait nourri l'espoir d'une société prospère et égalitaire fondée sur la démocratie directe. L'URSS a certes effectué un certain rattrapage grâce à la nationalisation des principaux moyens de production et au recours à la planification en remplacement du marché : en moins de 25 ans, l'URSS est devenue une superpuissance industrielle, militaire et scientifique sous l'égide d'un socialisme autoproclamé. Mais, du fait de l'isolement de l'URSS sur la scène internationale et de la très grande faiblesse sociale et politique de la classe ouvrière russe après la guerre civile (1918-1921), la démocratie directe a rapidement cédé la place à un régime bureaucratique et, du milieu des années 1930 à 1953, est venue s'ajouter la domination terroriste d'un seul individu, Joseph Staline. La droite intellectuelle a alors utilisé tous les raccourcis disponibles pour décréter l'incompatibilité du socialisme et de la démocratie.

L'effondrement du régime soviétique a créé les conditions politiques pour imposer une « thérapie de choc » destinée à faire de la Russie un pays semblable à tous les pays capitalistes développés. Cette thérapie de choc permettrait de transformer le cadre macroéconomique de manière à soumettre la production aux mécanismes propres aux rapports sociaux capitalistes. En termes plus simples, la propriété étatique allait céder le pas à la propriété privée, le plan s'effacerait au profit du marché. Cette transformation, prétendait-on, s'accomplirait tout en élargissant l'espace démocratique hérité de la période gorbatchévienne.

Les choses se sont toutefois produites d'une manière différente. La Russie postsoviétique constitue aujourd'hui l'un des meilleurs exemples de l'incompatibilité entre capitalisme et démocratie libérale au sens où nous l'entendons chez nous. Cette incompatibilité, au moins pour la période de transition, avait déjà été pressentie par des théoriciens identifiés au tournant libéral de la fin des années 1980. En 1989, dans une interview devenue célèbre, le philosophe Igor Kliamkine et l'historien Andranik Migranian faisaient le constat suivant :

Tout le chemin de la civilisation mondiale démontre que la modernisation de régimes comme le nôtre ne s'est pas effectuée de manière synchronisée. Il y a d'abord eu la modernisation dans la sphère spirituelle (nous l'avons réalisée en partie), puis l'économie s'est modernisée avec le mûrissement des intérêts réels [ou matériels, MR] dans la société et la différenciation des formes de la propriété. Ainsi s'est créée une structure horizontale – une « société civile ». Et alors, alors

1 Professeur de science politique à l'Université du Québec à Chicoutimi.

seulement, se sont accomplis des changements dans le système politique, dans lequel s'est consolidée la représentation des intérêts réels [ou matériels, MR]².

Kliamkine et Migranian soutenaient alors que l'idéologie libérale exigeait d'abord le développement des rapports capitalistes, de manière à ce que ces derniers donnent naissance à des groupes d'individus qui deviendraient à leur tour les porte-étendards du libéralisme. Plus concrètement, l'existence d'une couche importante de propriétaires de toutes sortes finirait par créer un attachement au libéralisme sur la base de ses intérêts matériels et, ce faisant, la solidité idéologique du nouvel ordre établi rendrait possible la démocratie. Comme l'a déjà écrit Gavriil Popov, qui mettait en garde contre les « dangers du populisme », « les formes démocratiques d'une société postindustrielle développée ne peuvent pas être appliquées mécaniquement pendant la période de transition ». Pourquoi ? Parce qu'un « vote de la majorité peut entraver ce qui est nécessaire pour l'avenir³ ». En attendant, on estime nécessaire une période de transition vers le capitalisme au cours de laquelle la branche exécutive doit exercer l'essentiel des pouvoirs et éviter ainsi les soubresauts politiques pouvant mener à une remise en question des objectifs décidés par les forces procapitalistes. On peut voir dans cette analyse une forme contemporaine du despotisme éclairé. L'État – et en particulier son pouvoir exécutif – constitue l'unique institution en mesure d'assurer cette transition. Il est tout désigné pour procéder à la privatisation de la majeure partie de l'économie. Il jouit également du monopole des instruments de répression.

La chute du régime soviétique, faut-il le rappeler, résulte de l'inefficacité croissante d'un système fondé sur le triple monopole politique, économique et idéologique⁴ exercé par une bureaucratie méfiante à l'égard d'une classe ouvrière qu'elle redoutait au moins autant que les États capitalistes. Les ressources affectées à la sécurité intérieure du pays en témoignaient largement. La baisse du taux de croissance au milieu des années 1970 a pris la dimension d'une crise après la perestroïka et son échec. L'introduction des mécanismes du marché dans une économie constituée de monopoles a eu pour effet d'engendrer à la fois une hausse des prix et une aggravation des pénuries. Devant la perspective de perdre tout pouvoir et tout privilège, une partie de la bureaucratie, appuyée par des intellectuels, des universitaires et autres cercles plus ou moins en contact avec le monde capitaliste développé, a joué son va-tout dans la restauration du

2 « Nuna eleznaja ruka ? » [Nous faut-il une main de fer ?], *Literaturnaja Gazeta*, n° 33, 16 août 1989. Notre traduction.

3 Gavriil Popov, « The third model », *Problems of Economic Transition*, décembre 1994, p. 93. Traduction de « Tre'tia model' », *Voprosy ekonomiki*, n° 2, 1994. Économiste de formation, Popov a été président du Soviet de Moscou, puis maire (le poste a changé de nom) de cette ville de 1990 à 1992.

4 Jacques Nagels, *Du socialisme perversi au capitalisme sauvage*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1991, p. 31-84.

capitalisme. À la population en général, on a promis le marché, qui mettrait fin aux pénuries, et la démocratie, avec toutes les libertés qu'elle implique.

De son côté, la population réagissait avec scepticisme. L'héritage du régime stalinien et de ses successeurs la laissait sans organisation pour défendre ses intérêts, sans tradition de luttes syndicales et politiques, sans solution alternative pour faire face à la situation. C'est la raison pour laquelle les restaurateurs du capitalisme, une fois écartée l'aile conservatrice de la bureaucratie, avaient le champ libre pour imposer leur ordre du jour.

Mais, en dépit du soutien des élites et de l'indifférence apparente des masses, la transition vers le capitalisme demeurait un saut dans l'inconnu. Il n'existait aucune expérience dans l'histoire de l'humanité où une société industrialisée composée exclusivement de salarié-e-s et beaucoup moins inégalitaire que le capitalisme effectuerait une telle transformation des rapports sociaux. En général, la montée du capitalisme s'appuie sur une classe de petits propriétaires tels les fermiers indépendants, les artisans, les commerçants. L'industrialisation devient possible du fait de la concentration des capitaux et de la prolétarianisation croissante. Dans les autres cas, elle provient de la conquête, de la colonisation, de la violence imposée par une puissance étrangère. De ce point de vue, l'expérience russe et des autres pays de l'ancien camp « socialiste » apparaissent dans toute sa singularité. Le vide théorique reflétait cette singularité.

Le capitalisme russe résulte d'une volonté politique

Voici les faits. Le capitalisme russe résulte d'une volonté politique et non de l'accumulation du capital et du développement d'une bourgeoisie. L'instrument de cette volonté politique ne pouvait être que l'État. La conjoncture a permis que les forces contrôlant l'État soient les mêmes que celles qui voulaient opérer cette transition au capitalisme. C'est pourquoi l'État russe se substitue à la classe capitaliste encore inexistante qu'il est censé représenter. L'État russe doit d'abord *produire* avant de *reproduire* les rapports capitalistes. À défaut de résulter de la montée d'une bourgeoisie nationale, la nature de cet État dérive de *l'économie mondiale constituée* dominée par le capital. C'est un rapport de force exercé à l'échelle mondiale qui a entraîné la Russie vers le capitalisme, en l'absence de résistance de la classe ouvrière. La Russie ne peut alors s'intégrer à l'économie mondiale constituée qu'en subissant des règles du jeu qu'elle n'a pas établies, tout en cherchant éventuellement à les changer à son avantage. En effectuant une transition au début des années 1990, les dirigeants russes se sont pliés aux diktats du néolibéralisme.

La vie de la population entière se trouve donc bouleversée par un processus violent qui consiste à éliminer la plus grande partie des aspects sécurisants de l'ancien régime : sécurité d'emploi, accès gratuit à de nombreux services sociaux, transport en commun très abordable, prix des aliments de base fortement subventionnés, logements à des prix presque symboliques, etc. En bref, il s'agit de remettre en question la sécurité économique de l'époque soviétique au profit

d'un cadre marchand et capitaliste pour favoriser l'accumulation. Certes, la dictature du Parti communiste et la plupart des restrictions de l'ancien régime disparaissent également, ce que peu de gens pouvaient regretter, à l'époque. Mais dépourvue d'un projet de société élaboré par la base, la population russe a subi la thérapie de choc des libéraux sans réactions politiques significatives, sa colère s'exprimant surtout dans les enquêtes d'opinion.

La Russie a connu en accéléré le démantèlement d'un État social relativement plus développé que dans les pays capitalistes. Cette tâche a été réalisée d'une manière rapide par crainte d'une réaction populaire qui aurait remis en question les orientations procapitalistes de l'État. Il fallait rendre le processus irréversible. « Une plus grande vitesse laisse moins de temps à la discussion », déclarait l'un des principaux conseillers étrangers du président Eltsine⁵. En l'absence de débats, on pouvait plus facilement atteindre l'objectif visé. Néanmoins, l'anticipation d'un mouvement d'opposition posait la question du régime politique le plus apte à garantir l'aboutissement du processus. Les effets très négatifs de la thérapie de choc – inflation de 2600 % la première année, chute de niveau de vie de plus de 50 % en trois ans, effondrement de la production, espérance de vie en net recul (celle des hommes régresse de cinq ans en autant d'années) – entraînent une opposition grandissante au régime, mais qui se manifeste principalement chez les élu-e-s, en particulier les membres de l'Assemblée législative. La collision devient ainsi inévitable. Les conquêtes démocratiques de la période gorbatchévienne, en particulier la transformation du Soviet suprême en véritable parlement doté de pouvoirs très significatifs pouvant influencer sur la suite des choses, s'imposent comme un obstacle à la poursuite de la thérapie de choc. On s'en rend compte plus particulièrement au moment où le Congrès des député-e-s du peuple (instance élargie du Soviet suprême) refuse d'entériner la nomination d'Egor Gaïdar, père de la thérapie de choc russe, au poste de premier ministre.

Un coup d'État pour poursuivre la thérapie de choc néolibérale

Cette confrontation politique a fourni le prétexte pour éliminer le Soviet suprême et le Congrès des député-e-s du peuple en évoquant un « coup d'État » ourdi par l'opposition parlementaire et le vice-président Routskoï. Cet épisode s'est achevé dans le sang (environ 1000 morts, d'après l'enquête indépendante du journal *Nezavisimaïa Gazeta*) et dans l'imposition d'une nouvelle constitution

5 « Greater speed implies less time for discussion », cité dans Lynn D. Nelson et Irina Y. Kuzes, *Radical Reform in Yeltsin's Russia. Political, Economic, and Social Dimensions*, Armonk (NY) et Londres, M.E. Sharpe, 1995, p. 39.

ratifiée par un référendum marqué par la fraude⁶. Désormais, l'essentiel du pouvoir se trouvait et se trouve toujours entre les mains du président. La nouvelle Assemblée législative est constituée de deux chambres. La chambre basse, la Douma, dispose de pouvoirs considérablement réduits par rapport au Congrès des député-e-s du peuple et au Soviet suprême désormais abolis. Elle n'est plus en mesure de participer à la nomination des principaux membres du gouvernement, sinon pour ratifier le choix du président pour le poste de premier ministre. Par ailleurs, si elle s'y refuse, le président dispose du pouvoir de la dissoudre.

Comme l'a relaté avec justesse Pierre Salama au sujet des pays émergents d'Amérique latine, « la diffusion des rapports marchands et capitalistes, dans un espace-temps très dense, en quelques décennies, appelle en effet la violence de l'État. Celle-ci prend alors très souvent la forme de gouvernements forts à légitimité plus ou moins restreinte⁷ ». En Russie, la transformation a été beaucoup plus dense. Les forces procapitalistes regroupées au sein des institutions de l'État russe ont donc agi de manière à mettre fin à toute incertitude pour les élections législatives à venir. Plutôt que de convoquer la population à élire de nouveaux représentants et représentantes, on a opté pour une solution à long terme destinée à se prémunir contre tout choix politique de l'électorat susceptible de contrecarrer les projets de l'État. D'où la dérive autoritaire du régime. Les gouvernements des pays capitalistes développés ont parfaitement compris leurs intérêts : ayant à choisir entre un régime plus autoritaire garantissant la transition au capitalisme et les risques de la démocratie, toute libérale qu'elle soit, ils ont appuyé le premier, sans la moindre hésitation. D'ailleurs, les élections législatives de 1993 et de 1995 ont confirmé l'impopularité des partis politiques en faveur de la thérapie de choc néolibérale.

Aux élections présidentielles de 1996, Boris Eltsine devra lui-même avoir recours aux ressources de l'État, au soutien de toute la presse électronique et à la fraude électorale pour parvenir à vaincre son adversaire du Parti communiste, Guennadi Ziouganov, à qui l'étiquette de « communiste » ne convient guère compte tenu de son discours essentiellement nationaliste, antisémite et nostalgique de la dictature soviétique. En 1999, moins d'un an avant les élections présidentielles prévues pour mars 2000, la popularité de Boris Eltsine est à son plus bas, alors que ses adversaires peuvent compter sur des candidats et

6 Pour être valide, la constitution devait être ratifiée par un référendum dont le taux de participation était fixé à au moins 50 % et une voix. Compte tenu des soupçons concernant le taux de participation officiel de 53,7 %, le président Eltsine a mis sur pied une commission d'enquête. Selon cette dernière, le taux de participation réel aurait été de 46,1 %. Voir Michel Roche, *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie. La démocratie confisquée*, Montréal et Paris, L'Harmattan, 2000.

7 Pierre Salama, « L'État et ses particularités dans les pays émergents latino-américains : une approche théorique à partir de l'école de la dérivation », dans Antoine Artous, Tran Hai Hac, José Luis Solis González, et Pierre Salama, *Nature et forme de l'État capitaliste*, Saint-Joseph-du-Lac, M éditeur et Paris, Syllepse, 2015, p. 118.

des candidates populaires qui promettent de renationaliser certaines entreprises, de recommencer la privatisation de certaines autres, et de lutter contre la corruption. Les oligarques qui ont accumulé des fortunes considérables au cours de la thérapie de choc alors que l'économie russe se désintégrait se sentent particulièrement menacés. C'est dans ce contexte que les forces procapitalistes au pouvoir recrutent Vladimir Poutine.

Poutine a d'abord été l'instrument de l'oligarchie pour protéger ses intérêts. Mais on se rend compte assez rapidement que cette oligarchie ne possède pas la force nécessaire pour imposer sa volonté. La deuxième guerre de Tchétchénie donne au nouveau président une popularité sans précédent en offrant à la population russe, humiliée par la perte de sa sécurité économique, par les interventions des gouvernements étrangers et par l'affaiblissement du rôle de la Russie dans le monde, l'image de celui qui ramènerait l'ordre, la prospérité et le respect de leur pays. Poutine agit d'ailleurs de manière à affirmer l'autorité de l'État russe, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Outre la reprise du contrôle sur la Tchétchénie, il met de l'avant une politique économique plus nationaliste, surtout en matière d'exploitation des hydrocarbures. Les services de sécurité reprennent de l'importance dans les institutions de l'État et les grandes entreprises. La presse, plutôt libre à l'époque d'Eltsine, fait l'objet de contrôles plus serrés, surtout pour les sujets jugés sensibles pour l'État. Les oligarques reçoivent la consigne de ne pas se mêler de politique. Ceux qui l'ont enfreinte ont été contraints à l'exil ou, dans certains cas, à la prison. Tout cela reflète l'autonomie plus grande de l'État russe par rapport aux classes possédantes que ce que l'on retrouve dans les pays développés. Pour reprendre la dialectique de Marx, le régime politique est la forme phénoménale de l'État, au même titre que le prix par rapport à la valeur⁸. « Dit de manière claire, la nature de classe de l'État est capitaliste dans les pays du centre [...], mais cela ne veut pas dire que les gouvernements soient le bras armé de la bourgeoisie à tout moment. Selon la formule consacrée : "La bourgeoisie règne, mais ne gouverne pas"⁹. » Le régime politique russe, forme concrète de l'État dont la nature est capitaliste, possède donc ses propres caractéristiques liées au passé soviétique, à la survivance de la bureaucratie, etc. Ces caractéristiques peuvent masquer partiellement la nature de cet État.

Les classes possédantes russes sont faibles, tant du point de vue numérique que de celui de la légitimité. Cette faiblesse n'est pas sans rappeler celle de la noblesse à l'époque du régime tsariste et surtout avant Catherine II, ou celle de la bureaucratie au cours de la période soviétique. Dans tous les cas, l'État pouvait faire et défaire la fortune (ou les privilèges) de membres individuels des couches dominantes. C'est en ce sens qu'on peut évoquer le concept de *bonapartisme* pour qualifier le régime Poutine. Le bonapartisme, on le sait, qualifie les États

8 José Luis Solís González, « L'État comme catégorie de l'économie politique », dans Artous *et al.*, *op. cit.*

9 Salama, *op. cit.*

où le rapport de force entre les classes ne permet pas une nette domination des possédants. La dépendance de ces derniers envers l'État confère aux autorités politiques une autonomie qui leur enlève l'apparence d'être au service des possédants. Le concept a été décrit par Karl Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1851) et désigne une forme de gouvernement très centralisée et autoritaire où l'essentiel du pouvoir se trouve entre les mains de l'exécutif. Le bonapartisme rallie à la fois les classes dominantes et une partie des larges masses. Ce type de gouvernement trouve sa légitimité dans le recours aux plébiscites. Le régime Poutine n'a certes pas renoncé à la mécanique démocratique formelle, mais le contrôle des ressources électorales par l'Exécutif ne laisse aucun doute sur l'issue des élections.

Quelle que soit la pertinence du concept de bonapartisme dans l'analyse du régime Poutine, il n'en demeure pas moins que l'autoritarisme en Russie procède de l'impopularité du capitalisme, au sujet duquel les sondages démontrent qu'il souffre de toute comparaison avec l'État social et la stabilité relative attribuée à l'ancien régime soviétique. Il n'est d'ailleurs pas sans intérêt de mentionner qu'en mars 2016, le Centre Levada, prestigieuse institution d'enquête sur l'opinion publique, rapportait qu'encore 56 % des Russes regretteraient la fin de l'URSS, contre 28 % d'avis contraires¹⁰. Peu de gens regrettent la dictature de l'élite de la bureaucratie, le monopole politique du Parti communiste et les interdictions de toutes sortes. Mais les rapports sociaux instaurés au début des années 1990 ne reposent pas sur des piliers idéologiques et matériels solides et tiennent principalement à la volonté de l'État de les maintenir coûte que coûte et à la relative passivité politique de la population.

Une relative passivité politique du peuple et son désenchantement

Cette relative passivité politique résulte de plusieurs facteurs. D'abord, l'héritage de près de sept décennies de répression a laissé des traces profondes. Dès la fin des années 1920, la classe ouvrière soviétique était complètement atomisée, ayant perdu jusqu'à l'autonomie syndicale. Au moment où Gorbatchev entreprend ses réformes dans la seconde moitié des années 1980, elle n'est pas en mesure d'élaborer ses propres revendications. Les dégâts causés par le régime soviétique, sur le plan idéologique, ont été considérables, et ce, au nom du socialisme. Ensuite, la thérapie de choc a été si brutale qu'elle a maintenu cette atomisation, amenant les Russes à se replier sur des stratégies individuelles de survie. Même si elle rejetait la thérapie de choc et que le président Eltsine s'est retrouvé à des niveaux de popularité aussi bas que 5 % dans les sondages, les manifestations d'envergure contre le régime ont été inexistantes. Paradoxalement, le réveil se produira avec le retour de la croissance, sous Vladimir Poutine.

¹⁰ Centre Levada, « Rasklad SSSR » [Regretter l'URSS], 19 avril 2016, Ot mnenij – k ponimaniju [De l'opinion – à la compréhension], <www.levada.ru/2016/04/19/rasklad-sssr/>.

En effet, l'arrivée au pouvoir de Poutine en 1999 (il est d'abord nommé premier ministre puis devient président) coïncide avec la hausse des prix du pétrole. La Russie figurant au deuxième rang des producteurs mondiaux, cette hausse a dopé la croissance économique et considérablement amélioré le budget de l'État. De pays en totale dépression, la Russie s'est ensuite retrouvée dans le groupe des économies émergentes. La hausse des salaires a permis à une grande partie des salarié-e-s de s'extirper des strictes conditions de survie en bénéficiant de plus de temps libre que ce n'était le cas lorsqu'il fallait occuper deux ou trois emplois. Elle a rendu un peu plus facile le recours à l'action collective. Mais la croissance n'a pas pour autant incité le régime à renoncer aux préceptes du néolibéralisme. La réforme du Code du travail a raffermi le pouvoir des patrons. En 2005, la monétisation des avantages sociaux, qui se serait traduite par la perte d'acquis sociaux pour une partie importante de la population, a engendré le premier grand mouvement de protestation. Par ailleurs, les inégalités sociales se sont fortement accrues, atteignant un niveau qui, aux dires des spécialistes, devraient normalement entraîner des perturbations sociales.

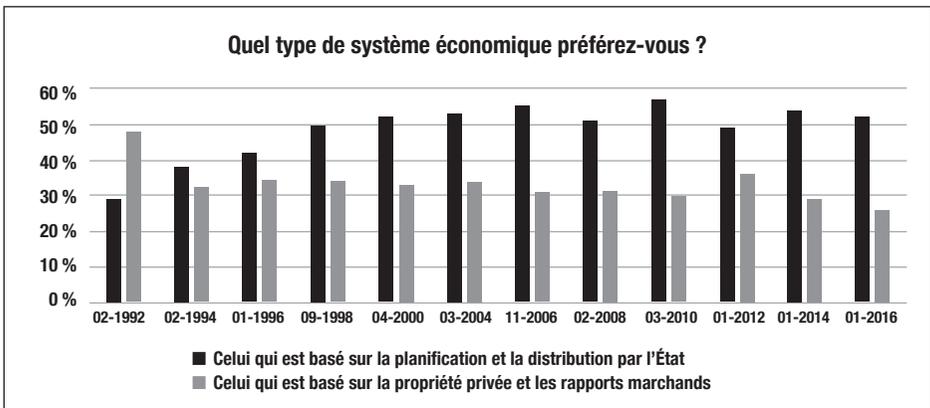
Sur le plan politique, Poutine a poursuivi sa politique destinée à renforcer le contrôle de l'État, qu'il s'agisse de l'exercice du droit de manifester, d'embûches à la possibilité de former de nouveaux partis politiques, de la prise de contrôle de la nomination des dirigeants régionaux et, par voie de conséquence, du Conseil de la Fédération, chambre haute de l'Assemblée législative, ou encore des obstacles administratifs imposés aux ONG étrangères. Cette attitude pourrait sembler irrationnelle au vu de la popularité du président, mais le pouvoir demeure tout à fait conscient de la fragilité de l'ordre social établi. D'ailleurs, la croissance économique a été brutalement stoppée par la crise de 2008-2009. Le retour des taux positifs de croissance n'aura duré que quelques années. La très grande dépendance de l'économie russe à l'égard des prix mondiaux des hydrocarbures révèle toute son ampleur lorsqu'ils atteignent 30 à 40 dollars le baril, après avoir dépassé les 150 dollars. À cela se sont ajoutés des problèmes liés à l'obsolescence de l'industrie russe et à la très faible proportion de hautes technologies dans l'ensemble de l'économie. C'est pourquoi le pouvoir demeure très conscient de sa fragilité, en dépit de la faiblesse relative de la contestation sociale. Sa crainte s'exprime particulièrement dans les situations où des gouvernements, plus ou moins proches de la Russie, subissent l'assaut de manifestants et des manifestantes. Ce fut le cas lors des « révolutions de couleur » en Ukraine et en Géorgie, ou à l'occasion du printemps arabe de 2011. Le nationalisme permet encore aux dirigeants, pour l'instant, de conserver un soutien populaire important. La tenue des Jeux olympiques d'hiver à Sotchi a été un motif de fierté. Le retour de la Crimée comme partie du territoire russe a été accueilli avec enthousiasme. La position agressive des pays de l'OTAN¹¹ et leur mépris

11 OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

des intérêts de sécurité de la Russie amènent la population à se ranger plus fortement derrière son président¹².

Néanmoins, le peuple suscite la méfiance des autorités, comme ce fut toujours le cas dans l'histoire de la Russie, si on excepte la période révolutionnaire. Le rôle de Poutine consiste donc à renforcer le rôle de l'État pour protéger le régime social issu de l'effondrement de l'URSS. Ce régime social demeure toujours menacé du fait que l'ordre marchand n'est toujours pas pleinement intégré dans les esprits. L'appui au capitalisme est plus faible aujourd'hui qu'en 1992, au moment où commençait la thérapie de choc (voir le Graphique 1). En dépit d'une amélioration marquée de la situation économique et sociale, les années Poutine n'ont pas permis d'inverser la tendance. L'écart dans le choix entre les deux systèmes économiques – soviétique et capitaliste – s'est même accru, au profit du premier. L'hypothèse pessimiste des libéraux voulant que l'appui au capitalisme augmente avec l'amélioration de la situation économique et sociale ne s'est pas vérifiée. Et c'est là que réside, à mon avis, la raison fondamentale de la persistance d'une forme d'autoritarisme en Russie.

Graphique 1 : Évolution des préférences de la population russe pour un système économique, de 1992 à 2016



Source : Centre Levada, « Predpočitel'nye modeli èkonomičeskoj i političeskoj sistem » [Les modèles de systèmes économiques et politiques préférés], Ot mnenij – k ponimaniju [De l'opinion – à la compréhension], 17 février 2016, <www.levada.ru/2016/02/17/predpochtitelnye-modeli-ekonomicheskoy-i-politicheskoy-sistem/>. (notre traduction)

12 D'ailleurs, les sondages indiquent que le pourcentage de Russes souhaitant que Poutine se présente à nouveau aux élections présidentielles de 2018 est passé de 26 % en avril 2013 à 49 % en avril 2014 et à 57 % en novembre 2015. « Sil'naja ruka' i preemstvennost' vlasti » [La « main forte » et la continuité du pouvoir], <www.levada.ru/2015/12/03/silnaya-ruka-i-preemstvennost-vlasti/>.

Le cas de la Russie montre bien que le capitalisme ne procède aucunement d'une volonté démocratique. Ayant cru à la possibilité de développer les rapports capitalistes et la démocratie simultanément, les premiers dirigeants de la Russie postsoviétique ont rapidement compris que cette éventualité devait être écartée. On ne peut à la fois approfondir la démocratie et attaquer aussi brutalement les conditions de vie des salarié-e-s. De la même manière, on peut s'interroger sur le processus qui affecte les pays capitalistes développés. La collision entre développement des rapports marchands et démocratie libérale s'y observe d'une manière de plus en plus nette. Dans tout pays capitaliste, l'État joue un rôle fondamental dans la détermination du taux d'exploitation par le biais du régime salarial et de la politique sociale¹³. Le néolibéralisme consiste précisément en une offensive du capital contre le travail salarié, au même titre que la thérapie de choc et le développement des rapports marchands et capitalistes en Russie. Les ententes de libre-échange placent la main-d'œuvre salariée des pays développés en concurrence avec celle des pays sous-développés et émergents. Elles privent également l'électorat de la possibilité d'imposer ses propres choix sociaux et environnementaux sur une base nationale, là où s'exerce la démocratie libérale formelle. Il en est ainsi de la fiscalité et de normes diverses qu'il faut plier aux exigences de la concurrence internationale. De leur côté, les partis de la gauche traditionnelle ont renoncé à leurs programmes réformistes axés sur le plein emploi et l'État social. Cette situation a provoqué un rétrécissement du spectre politique, ce qui a entraîné à son tour une chute de la participation électorale¹⁴ et du nombre d'adhésions aux partis politiques. Pour reprendre le bon mot de Jacques Généreux, c'est « l'alternance sans alternative politique¹⁵ ». Le divorce entre une partie grandissante de la population et le régime socioéconomique en place devient de plus en plus apparent. Tout cela, la Russie l'a connu d'une manière infiniment plus rapide et brutale. C'est à ce titre qu'on peut la qualifier de miroir grossissant d'une dérive qui concerne toute l'humanité.

13 Tran Hai Hac, « État et capital dans l'exposé du *Capital* », dans Artous *et al.*, *op. cit.*, p. 62.

14 Michel Roche, « Néolibéralisme et abstentionnisme », *Démocratie, gouvernance et participation citoyenne*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, 2015.

15 Jacques Généreux, *La dissociété. À la recherche du progrès humain*, vol. 1, 3^e éd., Paris, Seuil, 2011, p. 47.